



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE 4

de la Décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur du Burkina Faso pour 2024

Document d'action « Prévention des violences basées sur le genre et prise en charge améliorée des victimes »

PLAN D'ACTION ANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi qu'au sens de l'article 23 du règlement IVCDI – Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'action

1. Titre CRIS/OPSYS Acte de base	Prévention des violences basées sur le genre et prise en charge améliorée des victimes Référence opérationnelle OPSYS : ACT-62539 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI – Europe dans le monde)
2. Initiative « Équipe Europe »	Oui - TEI1 - Inclusion pour la stabilité Mise en œuvre du Country-Level Implementation Plan du GAP (CLIP) 2021-2025 / Stratégie Genre de l'UE et Etats membres au Burkina Faso
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée à l'endroit suivant : Burkina Faso au niveau national et avec une concentration particulière dans une ville secondaire de l'axe Abidjan Ouaga et dans une ville secondaire affectée par l'insécurité encore à définir.
4. Document de programmation	Programme Indicatif Pluriannuel (PIP) sous l'instrument NDICI 2021-2027 pour le Burkina Faso
5. Lien avec les objectifs/résultats attendus du (des) PIP concernés	Domaine prioritaire I - Paix, Cohésion sociale, Bonne Gouvernance et Développement local Objectif spécifique n° 1 : Renforcer l'État de droit, la justice, la sécurité et la cohésion sociale Objectif spécifique n° 2 : Améliorer l'efficacité des politiques publique et promouvoir le développement local dans le cadre d'une approche territoriale multidimensionnelle intégrée
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	151 – Gouvernement & Société Civile général

7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal ODD 5 – Égalité entre les sexes Autres ODD importants ciblés : ODD 1 – Lutte contre la pauvreté ODD16 - Paix et justice ODD 10 – Inégalités réduites			
8. a) Code(s) CAD	15180 – Élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles (70%) 15220 - Consolidation civile de la paix, prévention et règlement des conflits (10%) 15170 - Organisations et mouvements de défense des droits des femmes et institutions gouvernementales (10%) 15196 - Statistiques et données du gouvernement et de la société civile (10%)			
8. b) Principal canal d'acheminement	21 000 – ONG internationales 13 000 - Gouvernement tiers (coopération déléguée) 60 000 – Institutions du Secteur Privé			
9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Éducation <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif général @	Non ciblé	Objectif significatif	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion des personnes handicapées @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes et balises	Objectifs stratégiques	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Transformation numérique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique compétences numériques services numériques	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
	Connectivité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique énergie transports santé éducation et recherche	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
	Migration @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire (ligne et poste budgétaire) : 14.020120 Coût total estimé : EUR 5 000 000 Montant total de la contribution du budget de l'UE : EUR 5 000 000 La totalité de la contribution du budget de l'UE contribué à la TEI1 - Inclusion pour la stabilité			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Type de financement	Gestion directe par <ul style="list-style-type: none"> - Subventions - Marchés publics Gestion indirecte avec entité à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.4.3.			

1.2 Résumé de l'action

Au Burkina Faso, les résultats de l'étude du Social Institutions & Gender Index (SIGI)-Burkina Faso publiée par l'OCDE en 2018 témoignent de la persistance et de l'omniprésence des discriminations multiformes de genre dans les institutions sociales, défiant ainsi les engagements du pays tout en freinant le changement social dans une perspective de développement harmonieux. Les barrières à l'égalité homme-femme sont essentiellement d'ordre socio-économique et culturelles.

Un des principaux problèmes identifiés concerne la persistance et l'augmentation des violences en particulier faites aux femmes et aux filles (violences sexuelles, mariages précoces, excision, violences économiques, ...), communément appelée Violences Basées sur le Genre (VBG). De manière générale, les VBG au Burkina Faso s'inscrivent dans une société qui reconnaît un statut inférieur aux femmes, qui sont bien souvent stigmatisées et par conséquent vulnérables et exposées à la pauvreté.

La participation des femmes aux instances formelles de consolidation de la paix, aux instances de prise de décision sur la sécurité reste faible du fait des stéréotypes, ce qui les expose davantage à l'insécurité et ne permet pas à leur communauté de bénéficier de leur apport dans la recherche des réponses adaptées.

L'action s'inscrit dans le cadre du domaine prioritaire I, « Paix, Cohésion sociale, Bonne Gouvernance et Développement local » du Programme Indicatif Multi annuel 2021-2027 du Burkina Faso ainsi qu'à l'Objectif de Développement Durable n°5 (égalité des sexes). Elle s'inscrit également dans le plan de mise en œuvre au niveau national UE/EM du Plan d'Action Genre GAP III (CLIP 2021-2025)¹ au Burkina Faso dans le domaine thématique 1, Lutte contre les violences physiques, psychologiques et les stéréotypes et dans une moindre mesure, dans les domaines thématiques 2, autonomisation économique et 3, garantir la participation entière et effective des femmes à des fonctions de médiation à tous les niveaux de décision.

L'UE participe aux efforts de coordination de la coopération avec le Burkina Faso en tant que membre de l'Alliance Sahel², notamment sur les questions d'égalité des genres et lutte contre les violences basées sur le genre qui est l'objectif principal de cette action et est une thématique transversale de l'Alliance Sahel.

L'**objectif général** de cette action est de contribuer à la réduction des violences basées sur le genre et à l'amélioration de la prise en charge des victimes au Burkina Faso.

Les deux **objectifs spécifiques** de cette action sont : i) promouvoir l'égalité des genres et la lutte contre les VBG au niveau national; ii) de renforcer l'environnement protecteur des femmes à travers une amélioration de la prise en charge des victimes, dans une ville secondaire affectée par l'insécurité et recevant de nombreuses déplacées victimes de VBG liées au conflit, ainsi que dans une ville secondaire de la zone d'influence du corridor stratégique Abidjan-Ouagadougou.

1.3 Zone bénéficiaire de l'Action

L'action sera menée à l'endroit suivant : Burkina Faso. Le Burkina Faso figure dans la « *Liste des bénéficiaires d'APD* » établie par le CAD.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Depuis janvier 2022, le Burkina Faso a connu d'importants bouleversements avec deux coups d'État et

¹ JOIN(2020) 17 final

² L'Alliance Sahel est une plateforme de coordination qui fédère l'action de 27 partenaires au développement bilatéraux et multilatéraux : <https://www.alliance-sahel.org/>.

une situation sécuritaire et humanitaire en dégradation continue. En effet, plus de la moitié du territoire échappe au contrôle du Gouvernement, notamment à l'est et au nord du pays, car dans les mains de groupes armés terroristes (GAT) ; plus de 2 millions de personnes (plus de 10 % de la population) sont des Personnes Déplacées Internes (PDI)³ tandis que 102 249 demandeurs d'asile ont fui dans les pays voisins⁴; 3.35 millions de Burkinabè sont en situation d'insécurité alimentaire sévère, dont 650,000 en risque de famine ; et le taux d'inflation pour les denrées alimentaires se situe à 23.4%. La plupart des localités au nord et à l'est du Burkina, encerclées par les GAT, ne sont accessibles que par hélicoptère ou des convois protégés par l'armée car systématiquement l'objet d'attaques meurtrières et/ou d'engins explosifs.

Les autorités de Transition ont adopté depuis octobre 2022 une rhétorique anti-impérialiste, endogeniste et panafricaine. Les choix stratégiques de la Transition ont ensuite rapidement opté pour une « diversification des partenariats » officialisant un rapprochement avec certains pays.

Le coup d'état au Niger en juillet 2023 a renforcé la logique d'une alliance des juntes militaires au pouvoir au Mali, Burkina Faso et Niger, avec, en première instance, la création de l'*Alliance des États du Sahel* (AES) et plus récemment avec la décision de ces trois pays de quitter la CEDEAO. Cet événement représente un nouveau défi pour préserver dans la région un système multilatéral fondé sur des règles permettant de promouvoir la paix et la sécurité et de défendre les droits de l'homme et le droit international. Suite à la tenue des « assises nationales » fin mai 2024 le possible retour à l'ordre constitutionnel s'est vu repoussé de cinq ans (par rapport à l'engagement qui fut agréé avec la CEDEAO).

Le régime s'est durci au cours de l'année 2023, cherchant à contrôler davantage l'information liée de près ou de loin à la lutte contre le terrorisme, aux Forces de Défense et à l'action du gouvernement. La société civile a de plus en plus peine à se faire entendre. L'année 2023 et le début 2024 ont aussi été marqués par des attaques terroristes et des allégations de plusieurs massacres imputés aux forces de sécurité, avec plusieurs centaines de victimes parmi la population civile.

Malgré le durcissement du discours politique, les contacts de l'UE avec l'administration publique, que ce soit au niveau ministériel ou technique, sont restés ouverts et constructifs. Les représentants de la société civile ont réitéré l'importance de l'engagement européen auprès des populations du Burkina Faso pendant la Transition.

En dépit de la situation sécuritaire dégradée, le Burkina Faso reste l'espace stratégique sur lequel il est encore possible d'agir pour lutter contre le débordement de la violence terroriste dans les pays côtiers du Golfe de Guinée. Alors que le Burkina est, pour l'année 2023, le deuxième pays au monde⁵ qui subit le plus de violences de type terroriste, et en 2024 le pays le plus affecté par le terrorisme (GTI), la « contagion » de la violence djihadiste au nord des pays du Golfe de Guinée affecte directement les intérêts de l'UE au niveau de la sécurité, la stabilité socio-économique et le contrôle de la migration⁶.

Dans le cadre de ce contexte complexe, la stratégie d'intervention proposée pour l'AAP 2024 vise à trouver un équilibre entre une approche politique reflétant les divergences avec le régime et la nécessité pour l'UE de défendre ses intérêts au Sahel. Cette approche contribuera à éviter l'effondrement du pays, tout en gardant, du fait de son action sur le terrain, une capacité pour influencer les événements, défendre

³ Les PDI sont estimés à 2.1 millions de personnes selon le CONASUR en mars 2023. Les organisations humanitaires basent leur programmation sur une fourchette entre 2.4 et 2.6 millions.

⁴ Source UNHCR

⁵ Seulement derrière le Nigéria (presque au même niveau malgré une population 10 fois moindre) avec 1473 d'incidents et 7174 tués au 10 novembre 2023 et deux fois plus que le Mali, classé en troisième (Sources ACLED).

⁶ *DG HOME Blueprint report on Tunisia December 2023* indique que 7 448 migrants originaires du Burkina Faso ont été enregistrés pour franchissement illégal de frontière pour la période janvier-septembre 2023, ce qui représente un bond de 2 300 % par rapport à la même période de 2022. Par ailleurs, le nombre de demandes d'asile de migrants Burkinabè dans l'UE a atteint 2 860 en 2023, +75 % ayant été déposées en Italie, représentant une hausse significative en comparaison avec les années précédentes.

ses valeurs et contenir l'importation du modèle malien au Burkina Faso.

Du point de vue de la promotion de l'égalité femmes-hommes et de la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles, les stratégies de l'UE et du Burkina Faso sont alignées.

Du côté de l'Union européenne, le **troisième plan d'Action Genre de l'UE pour 2021-2027 (GAP III)** a été lancé en novembre 2020. Il cible notamment la protection contre les VBG, la promotion des droits économiques et sociaux des filles et des femmes, la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes en matière de participation, de leadership et de l'exercice de responsabilités, l'intégration des femmes aux processus de paix et sécurité (FPS). Un plan de mise en œuvre du GAP III adapté au contexte du Burkina Faso (CLIP 2021-2025) a été élaboré par la **#TeamEurope** et lancé le 25 novembre 2021. Il priorise comme domaines d'engagement la lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG), la participation des femmes aux processus de décision et l'émancipation socio-économique des femmes. **La feuille de route genre de l'Alliance Sahel** engage les pays membres à mieux prendre en compte les enjeux liés au genre dans leur dialogue avec leurs partenaires et à mettre en place des programmes dédiés au genre.

De son côté, le Gouvernement burkinabè s'est engagé en faveur de l'égalité des sexes, un point central des **Objectifs du Développement Durable (ODD)** à l'horizon 2030 et de **l'Agenda 2063** de l'Union africaine. Au plan international et régional, le pays a ratifié toutes les conventions en faveur de l'égalité de genre dont la *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme* (CEDEF 1979) et la résolution 1325 du Conseil de sécurité 2000. Le Burkina Faso a adhéré à la Plateforme de Beijing (1995), au Protocole de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP 1991) et à la Déclaration de Kampala (2010). Au niveau National, l'engagement du Gouvernement se traduit par des avancées dans l'arsenal juridique relatif aux inégalités, à commencer par la Constitution (1991) qui consacre la parité. La loi n° 061-2015, adoptée en 2015, renforce la prévention, la répression et réparation en matière de violences à l'égard des femmes et des filles. Sur le plan stratégique, le pays dispose d'une **Stratégie Nationale Genre 2020-2024**, et d'un **Plan d'Action National Intégré (PANI-FPS) 2023-2025**⁷ de la mise en œuvre des résolutions 1325, 1820 et 2242 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

De manière générale, les politiques publiques au Burkina Faso en matière de genre sont alignées à l'ODD n°5 dont l'ambition est de mettre fin à toutes formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles et éliminer de la vie publique et privée toutes formes de violences faites aux femmes et aux filles.

2.2 Analyse des problèmes

Au Burkina Faso, les **Violences Basées sur le Genre** sont en **augmentation** et leur **élimination est un objectif prioritaire** tant dans les régions fortement impactées par un conflit que dans les régions encore « préservées » selon la Stratégie Nationale Genre 2020-2024 (**SNG**) et le Plan d'Action National Intégré 2023-2025 de la mise en œuvre des résolutions 1325 et suivantes du Conseil de Sécurité des Nations Unies (**PANI-FPS**).

Les femmes burkinabè ont difficilement accès aux ressources, aux successions et à la prise de décision. Elles sont plus pauvres que les hommes malgré leur rôle déterminant pour la subsistance du foyer. De manière générale, les VBG s'inscrivent dans une société qui octroie un statut inférieur aux femmes, qui sont bien souvent stigmatisées et par conséquent plus vulnérables et exposées à la pauvreté. L'implication des femmes dans les instances de décisions n'est pas suffisante pour que leurs points de vue et leurs

⁷ Le **PANI-FPS 2023-2025** vise à promouvoir un environnement sécurisé en garantissant une implication équitable des femmes à la consolidation de la paix au Burkina Faso autour de quatre axes stratégiques : i) la participation des femmes et des filles aux processus de paix et de sécurité ; ii) la **prévention des violences liées aux conflits à l'égard des femmes et des filles et protection de leurs droits** ; iii) le **secours, relèvement et réhabilitation des femmes et des filles victimes de violence liées aux conflits et poursuite des auteurs** ; iv) la gouvernance, la coordination et le partenariat.

besoins spécifiques soient pris en compte et ce à tous les niveaux (familial, communautaire, décentralisé, national).

Cette perception, aujourd'hui encore largement ancrée dans les mentalités, est pérennisée du fait que ceux qui sont chargés de la protection des femmes et des enfants ignorent ou négligent très largement leurs obligations – que ce soient les parents, conjoints, communautés, ou les agents de l'Etat (police, justice, action sociale, agents de santé...). Cette négligence du phénomène se traduit notamment par l'absence de données nationales sur le nombre et le type de VBG. Tandis que les acteurs humanitaires recensent les cas de VBG avec l'outil Gender-Based Violence Information Management System (GBV IMS)⁸ dans les régions à fort défi sécuritaire (Sahel, Nord, Centre Nord, Est), les agents de l'Etat (Action sociale et santé) commencent repertorier des cas dans la seule ville de Tenkodogo (Centre-Est) avec un nouvel outil national (qui n'utilise pas les mêmes typologies reconnues internationalement dans le GBV IMS).

La prévalence des VBG au Burkina-Faso est à la fois un produit et une cause des inégalités de genre d'ordre économique, social et politique. Les violences telles que les mariages forcés ou précoces, les grossesses précoces ou non-voulues, l'excision, le déni de soins, entravent les femmes dans la poursuite de leurs études, d'activités génératrices de revenus ou d'activités politiques. L'absence de femmes dans les instances de gouvernance du niveau communautaire au niveau national et leur plus faible accès aux ressources et à l'éducation (notamment sur leurs droits) les rendent dépendantes aux hommes de leur famille et plus vulnérables aux VBG. Certaines violences comme le viol conjugal, le harcèlement sexuel, le déni d'héritage, le lévirat, l'accusation de sorcellerie ne sont pas toujours conscientisées comme des violences par les victimes et la communauté. Bien souvent quand une violence est dénoncée, la réputation de l'auteur, la préservation de la cellule familiale et la paix sociale sont priorisées sur la réparation de la victime.

Les VBG sont d'autant plus nombreuses parmi les PDI dont le nombre ne fait que qu'augmenter. 60% des PDI sont des enfants et 60% des adultes sont des femmes. Ainsi plusieurs femmes se retrouvent à la tête d'un foyer sans ressources, ce qui conduit certaines à adopter des stratégies de survie négatives pour elles-mêmes et leurs enfants comme le mariage précoce, le déni d'éducation, le travail des mineur.e.s ou la prostitution forcée. Plusieurs rapports montrent également leur plus grandes vulnérabilités face aux agresseurs lors de leurs démarches administratives, au sein des sites ou lors de leurs déplacements⁹. Certaines femmes déplacées ont en outre subi des VBG spécifiques au conflit armé ayant précédé leur déplacement et ont des traumatismes physiques et psychologique à soigner.

Sur le plan de la réponse à apporter aux VBG, l'**approche holistique** se décline autour de 4 piliers : i) médical ; ii) psycho-social ; iii) légal ; iv) socio-économique. Une approche territoriale visant à créer des **synergies entre les acteurs** l'action sociale, la santé, la justice et la communauté est particulièrement prometteuse pour fournir des résultats tangibles dans la lutte contre les VBG et redonner de la dignité aux victimes. La création et le renforcement, là où cela existe déjà, d'un **écosystème communautaire** plus protecteur est donc nécessaire. Cela requiert l'implication des hommes, qu'ils soient chef de famille, jeunes, leaders d'opinion, chef religieux ou coutumiers dans la lutte contre les VBG. Leur participation à la sensibilisation et aux dénonciations des VBG peut faire la différence, tant pour eux-mêmes que pour les victimes. Car même si le rôle des femmes en tant que médiatrices dans les communautés est assez reconnu, il n'est pas suffisant. En complément, un mécanisme de réponse rapide aux cas de violences – dont la communauté doit se sentir responsable – est à même de renforcer l'efficacité et la couverture de la prise en charge. Tout ceci doit être soutenu par des **efforts de conscientisation** de la gravité des VBG, de leur lien avec les inégalités femmes-hommes et du rôle de chaque partie prenante pour les éliminer. Dans les **zones à fort défi sécuritaire** et d'installation de nombreuses PDI, des **besoins plus spécifiques de protection et de soins des VBG liées au conflit** doivent être couverts, dans une **approche nexus**

⁸ Gender-Based Violence Information Management System : <https://www.gbvims.com/>

⁹ Oxfam, 2020, « Survivantes et Héroïnes, Les femmes dans le crise au Burkina Faso »

humanitaire-développement-paix.

Indication des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action :

Les **bénéficiaires directs (titulaires de droits)** de l'action sont les victimes de VBG, les personnes à risques de VBG et les personnes engagées dans la lutte et la prise en charge des VBG. Les femmes et les jeunes filles en général nécessitent une meilleure protection contre les VBG. Les victimes des VBG ont besoin d'une prise en charge rapide, holistique et spécifique à leur situation. Les hommes et les garçons, de leur côté, sont ou peuvent, selon le contexte, devenir les auteurs de VBG (mais aussi des victimes). Dans toutes les strates de la société, hommes et femmes, aînés et jeunes, et surtout les leaders communautaires, doivent jouer un rôle dans la déconstruction des stéréotypes de genre au Burkina Faso, la conscientisation des VBG et leur combat. Une approche inclusive, sensible au contexte socio-culturel et basée sur l'empathie et les droits humains sera adoptée par les opérateurs.

Parmi les **bénéficiaires indirects (titulaires de droits)** l'on compte tant les centres de santé, les centres d'action sociale, les organisations de la société civile, les organisations communautaires de base, les leaders coutumiers et religieux.

Les **bénéficiaires finaux (titulaires de droits)** sont l'ensemble des femmes, jeunes filles, hommes et garçons, les familles et communautés, ainsi que la société en général du fait du potentiel stabilisateur et pacificateur de l'Action. Une attention particulière est portée aux enfants, personnes déplacées et personnes handicapées. Enfin la société civile burkinabé figure en première ligne des bénéficiaires finaux.

De son côté, le **Gouvernement du Burkina Faso, entant que titulaire des obligations de respecter, protéger et réaliser les droits humains**, s'est ouvertement engagé dans la lutte contre les VBG et la mise en œuvre des résolutions 1325 et suivantes. Bien que l'action soit conçue comme un soutien direct aux population, le caractère holistique du programme requiert un dialogue avec les institutions directement engagées sur les VBG et l'égalité femmes-hommes, notamment aux niveaux régional, provincial et local.

2.3 Autres domaines d'évaluation

S.O.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

Objectif général de cette action est de contribuer à la réduction des violences basées sur le genre et à l'amélioration de la prise en charge des victimes au Burkina Faso.

Les objectifs spécifiques de cette action sont :

Objectif spécifique 1 : Promouvoir l'égalité des genres et la lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG) au niveau national.

Objectif spécifique 2 : Renforcer l'environnement protecteur des femmes à travers une amélioration de la prise en charge des victimes, dans une ville secondaire affectée par l'insécurité et recevant de nombreuses déplacées victimes de Violences Basées sur le Genre (VBG) liées au conflit, ainsi que dans une ville secondaire de la zone d'influence du corridor stratégique Abidjan-Ouagadougou.

Les produits à fournir dans le cadre de cette action contribuant aux objectifs spécifiques correspondants sont les suivants :

- **Produit 1.1** : une campagne de sensibilisation médiatique de lutte contre les VBG et de promotion de

l'égalité femmes-hommes est menée.

- **Produit 2.1** : le modèle de prise en charge social et sanitaire des victimes de VBG est renforcé.
- **Produit 2.2** : le système de collecte de données sur les VBG est renforcé et déployé.
- **Produit 2.3** : les communautés sont appuyées dans leur implication pour la prévention des VBG et l'assistance aux victimes.

3.2 Activités indicatives

Activités liées au produit 1.1 « Une campagne de sensibilisation médiatique de lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG) et de promotion de l'égalité femmes-hommes est menée ». Appui à la mise en place d'une campagne nationale d'information et communication s'appuyant sur l'utilisation des médias électroniques et de la presse écrite, de la radio, de la télévision et d'autres moyens pour sensibiliser à l'égalité femmes-hommes, à la lutte contre les VBG et à leur dénonciation ; appui à l'organisation d'ateliers nationaux et décentralisés d'informations, d'éducation et de communication sur la lutte contre les VBG et les droits des femmes ; appuis aux campagnes nationales et régionales/provinciales de plaidoyer pour une participation accrue des femmes aux instances de décision privées et publiques ; appui à la vulgarisation et dissémination des principaux textes sur les droits des femmes.

Activités liées au produit 2.1 « Le modèle de prise en charge social et sanitaire des victimes de Violences Basées sur le Genre (VBG) est renforcé ». Renforcement des centres de prise en charge existants ou création de nouveaux centres dans les formations sanitaires et/ou d'action sociale ne proposant pas encore de tel service ; appui aux soins médicaux spécialisés pour la prise en charge immédiate des victimes ayant subies des violences sexuelles ; appui aux soins spécialisés pour la prise en charge des victimes de VBG liées au conflit ; appui à la formation des prestataires psycho-sociaux ; appui à l'organisation de visites à domicile et à la facilitation du dialogue intra-et extrafamilial favorisant la réparation des victimes ; appui au référencement des dossiers des victimes auprès des points focaux dans les parquets et les services de protection de l'enfant et de la femme (ou autres mécanismes) ainsi que auprès des lieux de formations existants ; appui à l'établissement ou renforcement d'un système de réponse rapide en assurant la confidentialité et le respect de la vie privée des victimes ; appui à la sensibilisation communautaire autour de ce mécanisme et au renforcement de son utilisation effective ; appui aux traitements des alertes reçues ainsi qu'à la riposte ; appui à la mise en place d'AGR ou autres mesures d'émancipation socio-économique pour les victimes ou personnes à risques de VBG.

Activités liées au produit 2.2 « Le système de collecte de données sur les Violences Basées sur le Genre (VBG) est renforcé et déployé ». Mise en adéquation du système national avec le système des Nations Unies dit « Gender-Based Violence Information Management System (GBV IMS) » ; déploiement du système d'information sur la gestion des données des VBG dans les zones de l'Action, renforcement des capacités des acteurs de première ligne en charge de collecter les données ; renforcement des capacités des acteurs chargés d'analyser les données ; appui à l'organisation d'actions de protection et capitalisation des données (policy brief, présentations publiques, débats).

Activités liées au produit 2.3 « Les communautés sont appuyées dans leur implication pour la prévention des Violences Basées sur le Genre (VBG) et l'assistance aux victimes ». Appui aux campagnes de sensibilisation communautaires, appui à la formation des autorités locales, leaders d'opinion, religieux, coutumiers en matière de droits des femme et des enfants, de masculinité positive et de lutte contre les VBG ; mise en réseaux des acteurs de la société civile ; renforcement du lien entre acteurs de la société civile et acteurs de prise en charge sociale, sanitaire ou judiciaire ; émissions radios de partage de bonnes pratiques au niveau communautaire ; appui à l'intégration de la lutte contre les VBG aux plans locaux de sécurité.

La contribution de l'UE à l'initiative « Équipe Europe », à laquelle cette action se réfère, sera complétée

par d'autres contributions des membres de l'«Équipe Europe». Elle est soumise à la confirmation formelle de la contribution significative de chaque membre respectif dans les meilleurs délais. Si les initiatives «Équipe Europe» et/ou ces contributions ne se concrétisent pas, l'action de l'UE peut se poursuivre en dehors du cadre d'une initiative «Équipe Europe».

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

Compte tenu des activités prévues, il n'a pas été considéré nécessaire de conduire une évaluation stratégique environnementale, une évaluation d'impact environnemental ou une évaluation du risque climatique à ce stade. Ces études seront effectuées, soit par un processus parallèle, soit avant le démarrage de cette action si nécessaire.

Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD sur l'égalité entre les hommes et les femmes de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention G2. Cela implique que la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes est au cœur de l'action en luttant contre les Violences Basées sur le Genre (VBG) et en renforçant la prise en charge des victimes des VBG qui sont majoritairement des femmes. Ce programme répond aux grands objectifs thématiques du GAP III, du CLIP UE/EM 2021-2025 et de la Stratégie Nationale genre du Burkina Faso.

Droits de l'homme

L'action intègre pleinement l'approche du développement basée sur les droits humains en renforçant les structures de prise en charge des victimes des Violences basées sur le Genre (porteur des obligations) pour une meilleure prise en compte des besoins différenciés suivant le genre mais aussi la responsabilisation des titulaires de droits, notamment à travers les cadres de concertation et le renforcement du leadership féminin et une meilleure implication de la communauté dans son ensemble. De même, la protection des droits humains est au cœur de l'action en visant à éliminer les VBG, elle contribue à ce que l'intégrité physique et le droit à la liberté et à la sécurité soient respectés et promus.

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D1. Cela implique que la participation à cette action par des personnes vivant avec un handicap sera promue, en tant que bénéficiaires (participation aux formations, animation de la lutte contre les VBG, accompagnement des bénéficiaires ...).

Réduction des inégalités

Bien que les VBG affectent toutes les classes sociales, les personnes les plus pauvres sont les plus à risque de subir des VBG et éprouvent plus de difficultés à sortir d'une situation de violence en raison de leur vulnérabilité socio-économique. Ceci est particulièrement vrai pour les femmes avec un moindre niveau d'éducation ou en situation de déplacement. Les situations de violences sont également un frein à l'émancipation socio-économique et contribuent à faire perdurer des situations de vulnérabilité. Ainsi, cette action contribuera à la réduction des inégalité femmes-hommes, et des inégalités entre personnes d'un point de vue socio-économique.

Démocratie

L'action contribue à la démocratie en qu'elle s'inscrit dans une approche inclusive. Au niveau communautaire, tant les leaders d'opinion, les femmes que les personnes moins visibles auront l'opportunité de se faire entendre et de s'impliquer dans la prise de décision à travers les cadres de concertation. La campagne de sensibilisation au niveau national permettra l'expression des différents groupes cibles sur l'égalité des sexes.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

Toutes les activités seront construites sur base d'une analyse sensible au conflit et dans le respect du principe de ne pas nuire, en s'assurant que le développement des activités ne provoquera pas de nouveaux conflits ou une intensification de conflits déjà existants. Toutes les activités seront développées, dès la conception, mise en œuvre et évaluation, en coopération avec les autorités locales et les populations bénéficiaires de façon à assurer leur capacitation et transfert des compétences, aussi bien que l'acceptation et appropriation des activités. La résilience des femmes et des jeunes sera renforcée à travers l'ensemble des activités prévues dans le cadre de cette Action.

Réduction des risques de catastrophes

S.O.

Autres considérations, le cas échéant

S.O.

3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (élevée/ moyen/ faible)	Impact (élevé/ moyen/ faible)	Mesures d'atténuation
Environnement externe	Persistance / aggravation de l'insécurité dans les zones d'intervention empêchant la mise en œuvre des activités ou affectant les produits de la mise en œuvre	Élevée	Élevé	Renforcement du dispositif sécuritaire autour des zones d'intervention et introduction d'une flexibilité permettant de changer, si nécessaire, certaines localités
Environnement externe	Instabilité et tensions politiques autour de la prolongation puis de la sortie de Transition, impactant la mise en œuvre des activités	Élevée	Moyen	Travail avec des opérateurs non-étatiques, dialogue continu avec les autorités en charge
Planification, processus, systèmes	Retrait des partenaires de mise en œuvre pressentis / choisis (pour raisons politiques ou d'insécurité, voir ci-dessus)	Moyen	Moyen	Concertations régulières avec les acteurs présents pour développer une capacité d'anticipation et d'identification d'opérateurs alternatifs le cas échéant.
Communication et information	Perception d'ingérence et de favoritisme liée au choix d'intervenir au profit direct des populations, uniquement sur certaines zones du	Moyen	Élevé	Préparation et déploiement des activités en coordination étroite et en toute transparence avec les autorités centrales et locales et communication externe sensible au contexte national.

	territoire national			
Environnement externe	Difficultés macro-économiques consécutives à la sortie de la CEDEAO qui pourraient réduire l'impact positif des activités devenues insuffisantes pour faire face à la situation	Moyen	Faible	Concertations régulières avec les autres partenaires du pays et dialogue politique et de politiques avec les autorités pour anticiper et prévenir ce type de risques. Accompagnement du dialogue régional.
Environnement externe	Occurrence d'évènements extrêmes	Moyen	Moyen	Existence de systèmes d'alerte précoce et la coordination avec les acteurs humanitaires

Enseignements tirés :

Le programme de l'UE « *Population* » (11ème FED) a montré l'importance d'une implication conjointe des hommes et des femmes pour agir efficacement en faveur de l'égalité de genre et dans la lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG). La mise en place de points focaux au niveau provincial et local pour la prise en charge des victimes de violence basée sur le genre mais aussi d'un système de réponse rapide et de référencement efficient sont nécessaires pour assurer la prise en charge. Le mécanisme de subvention en cascades utilisé a aussi permis à de nombreuses OSC et Organisations Communautaires de Base (OCB) de mener des actions de sensibilisation au plus près des communautés sur les questions de leadership, de VBG et de Santé sexuelle et reproductive (SSR). Un tel mécanisme pourra être répliqué dans ce programme.

Les bonnes pratiques du programme de lutte contre les VBG mis en œuvre par ENABEL au Centre-Est (Programme « Elle décide », 2019-2023) ont été intégrées à l'écriture du document d'action.

Le dialogue politique à travers l'appui budgétaire et les indicateurs de la période 2014-2020 (cartographie des centres de prise en charge, budgétisation sensibles au genre) ont montré l'importance d'améliorer la prise en charge des victimes de violences basées sur le genre et prenant en compte le contexte sécuritaire actuel.

Pour répondre au manque de données, un système d'information digital national, géré par le Ministère du Genre et de la Famille, permettrait une meilleure compréhension de la situation nationale et locale pour une amélioration de la politique en ce propos.

Par ailleurs, la formulation de ce projet s'appuie sur l'analyse des conflits réalisée en 2022 et l'analyse genre révisée de 2022.

3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est d'adresser les Violences Basées sur le Genre (VBG) au niveau *conceptuel* avec une sensibilisation menée sur les concepts liés à l'égalité femmes-hommes et à l'inacceptabilité des VBG ; et au niveau *pratique* avec un renforcement des acteurs et systèmes de prise en charge adaptés au contexte.

Le *premier objectif spécifique* vise donc à vulgariser les concepts clés d'égalité de genre et de conscientisation des VBG au niveau national à travers une campagne de sensibilisation médiatique. Cette activité répond au fait que les concepts d'égalité femmes-hommes et de violences basées sur le genre sont mal connus. L'absence de conscientisation des violences et des discriminations empêche les victimes de

chercher une solution, et empêche la société (témoins et auteurs) d'entamer une réflexion sur ce sujet et de lutter contre les violences et discriminations. À cette fin, différents media et moyens seront utilisés (TV, radio, réseaux sociaux, débats). Des figures historiques, des célébrités, des leaders coutumiers et des références endogènes adaptées au contexte seront utilisés. En fonction de la situation dans le pays au moment de la mise en œuvre, et selon le principe de « Ne Pas Nuire », la visibilité de l'UE pourra être réduite pour augmenter l'efficacité de la campagne et contrer l'opposition à l'égalité femmes-hommes qui accuse l'occident de vouloir imposer une norme dite exogène.

Le *deuxième objectif spécifique* vise à renforcer les moyens pratiques de lutte contre les VBG dans deux zones avec des caractéristiques différentes: une ville secondaire en zone à haut défi sécuritaire et une ville secondaire sur l'axe Abidjan-Ouagadougou. Ces deux zones ont été choisies car les types de VBG, les besoins, les opportunités et les systèmes de prise en charge sont différents. Mener une action dans ces deux contextes permettra d'obtenir une meilleure compréhension des défis en termes de VBG et de tirer des leçons apprises et comparaisons intéressantes pour de futures politiques de prise en charge des VBG.

Pour consolider cet environnement protecteur, il est nécessaire d'impliquer et de renforcer à la fois les acteurs chargés de la prise en charge (services sociaux, sanitaire, judiciaires – Produit 2.1) et les acteurs communautaires (Organisation communautaires de base, leaders, Agents de santé à base communautaires, relais, etc. – Produit 2.3). Une collaboration entre ces deux types d'acteurs permettra d'avoir un maillage de protection aux niveaux institutionnels et communautaire. La meilleure prise en charge des cas de VBG permettra également de conscientiser les VBG comme des maux et contribuera in fine à leur prévention. Le renforcement de la prise en charge au niveau local donne aussi l'occasion d'accompagner le déploiement du système de collecte de données sur les VBG (Produit 2.2). En effet, ce sont majoritairement les acteurs de prise en charge qui renseignent les données primaires. La génération de nouvelles données sur les VBG permettra d'améliorer l'analyse sur la situation que vit le pays, à la fois dans les zones à haut défis sécuritaires mais également dans les zones de relative stabilité. Ces données permettront également de renseigner de futures campagnes et politiques publiques de lutte contre les VBG et de prise en charge des victimes.

3.6 Matrice du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, de l'établissement des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être élaboré au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être indiquées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à ce document d'action, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles (jalons) intermédiaires pour les indicateurs des produits attendus et des réalisations si besoin. Le premier rapport d'avancement doit inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de référence/cibles).

- Les rapports d'avancement doivent fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final doit inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice du cadre logique indicatif peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les produits attendus et les indicateurs, valeurs cibles et valeurs de référence associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucune modification n'étant nécessaire à la décision de financement.

Résultats	Chaîne des résultats (@): Principaux résultats attendus (10 au maximum)	Indicateurs (@): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années-2024)	Valeurs cibles (valeurs et années - 2029)	Sources de données	Hypothèses
Impact	L'action a contribué à réduire les violences basées sur le genre et à améliorer la prise en charge des victimes.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Classement du Burkina Faso sur l'Indice de développement du genre 2. Proportion de femmes et de filles âgées de 15 ans et plus victimes de violences sexuelles par des personnes autres qu'un partenaire intime au cours des 12 derniers mois, par âge et lieu de l'événement (ODD 5.2.2 & GAP III) 3. Proportion de femmes et de filles âgées de 15 ans ou plus ayant vécu en couple victimes de violences physiques, sexuelles ou psychologiques infligées au cours des 12 mois précédents par leur partenaire actuel ou ancien, ventilés par forme de violence, âge et statut migratoire (ODD 5.2.133 & GAP III) 4. Nombre de personnes bénéficiant de programmes financés par l'UE visant à lutter contre les violences sexuelles et fondées sur le genre, désagrégée par sexe, âge et statut migratoire (GAP III & GERF 2.37) 	<ol style="list-style-type: none"> 1. 0.874 (PNUD, 2016) 2. à définir dans la baseline 3. à définir dans la baseline 4. 0 	<ol style="list-style-type: none"> 1. amélioration en 2029 2. amélioration en 2029 3. amélioration en 2029 4. amélioration en 2029 	Gender Development Index) (GDI) des Nations Unies Baseline et endline	Non applicable

Réalisation 1	1. L'égalité des genres et la lutte contre les VBG sont promues au niveau national	<p>1.1 Proportion de personnes estimant qu'il est justifiable qu'une personne soumette un partenaire intime à des actes de violence, ventilé par genre, âge et statut migratoire (GAP III)</p> <p>1.2 % de personnes indiquant penser que les hommes et les garçons n'ont pas le droit d'exiger des rapports sexuels ou d'autres actes sexuels contraints ni de perpétrer toute autre forme de violence exercée par le partenaire intime, désagré par sexe, âge et statut migratoire (GAP III)</p> <p>1.3 Proportion de personnes estimant qu'il est justifiable de soumettre une femme ou une fille à des mutilations génitales féminines, ventilée par sexe, âge et statut migratoire (GAP III)</p>	<p>1.1 à définir</p> <p>1.2 à définir</p> <p>1.3 à définir</p>	<p>1.1 amélioration en 2029</p> <p>1.2 amélioration en 2029</p> <p>1.3 amélioration en 2029</p>	<p>1.1 Etudes pre et post campagne</p> <p>1.2 Etudes pre et post campagne</p> <p>1.3 Etudes pre et post campagne</p>	Le ministère en charge du Genre et le gouvernement sont volontaires pour mener une campagne d'égalité des genres et de lutte contre les VBG
Réalisation 2	2. L'environnement protecteur des femmes est renforcé à travers une amélioration de la prise en charge des victimes, dans une ville secondaire affectée par l'insécurité et recevant de nombreuses déplacées victimes de VBG liées au conflit, ainsi que dans une ville secondaire de l'axe Abidjan-Ouagadougou.	<p>2.1 Degré de coordination, par tous les acteurs étatiques concernés – tels que la police, le secteur judiciaire, les services sociaux et les acteurs des soins de santé –, de leurs actions visant à éradiquer la violence sexiste (GAP III)</p> <p>2.2 % de femmes signalant avoir été victimes de violences physiques ou sexuelles et demandant de l'aide, par secteur, c'est-à-dire a) les services gouvernementaux et services de la société civile ; ou b) l'aide sociale, l'aide juridique, l'hébergement/le refuge, la protection policière – désagrégation par statut migratoire et âge (GAP III)</p> <p>2.3 Nombre de migrants, de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays ou issues de communautés d'accueil protégées ou bénéficiant du soutien de l'UE (GERF 2.20)</p>	<p>2.1 faible</p> <p>2.2 à définir</p> <p>2.3 0</p>	<p>2.1 élevé</p> <p>2.2 augmentation</p> <p>2.3 40% du nombre de bénéficiaires (nombre absolu à définir ultérieurement)</p>	<p>2.1 étude baseline et évaluation finale</p> <p>2.2 étude baseline et évaluation finale</p> <p>2.3 rapports de projets</p>	

Produit 1 lié à la réalisation 1	1.1 : une campagne de sensibilisation médiatique de lutte contre les VBG et de promotion de l'égalité femmes-hommes est menée.	1.1.1 Nombre de dirigeants communautaires et religieux condamnant publiquement la violence sexiste, ventilé par sexe, âge et statut migratoire (GAP III) 1.1.2 Nombre de décideurs politiques condamnant publiquement la violence sexiste, ventilé par sexe, âge et statut migratoire (GAP III) 1.1.3 Nombre de représentants des médias et personnes d'influence condamnant publiquement la violence sexiste, ventilé par âge et statut migratoire (GAP III) 1.1.4 Nombre d'actions menées par des organisations de défense des droits des femmes afin de plaider pour l'éradication des violences contre les femmes et les filles (GAP III) 1.1.5 Nombre d'activités médiatiques et de sensibilisation mises en œuvre 1.1.6 Nombre de personnes touchées directement par les activités de sensibilisation désagréé par âge, sexe et statut migratoire 1.1.7 Nombre estimés d'auditeurs/spectateur/lecteurs des activités médiatiques	1.1.1 à définir 1.1.2 à définir 1.1.3 à définir 1.1.4 à définir 1.1.5 0 1.1.6 0 1.1.7 à définir	1.1.1 augmentation 1.1.2 en augmentation 1.1.3 en augmentation 1.1.4 à définir 1.1.5 à définir 1.1.6 à définir 1.1.7 à définir	1.1.1 rapports de projets 1.1.2 rapports de projets 1.1.3 rapports de projets 1.1.4 rapports de projets 1.1.5 rapports de projets 1.1.6 rapports de projets 1.1.7 rapports de projets	
Produit 1 lié à la réalisation 2	2.1 : le modèle de prise en charge social et sanitaire des victimes de VBG est renforcé.	2.1.1 Nombre de refuges appropriés, aisément accessibles et protégés disponibles pour les victimes de violence sexiste (GAP III) 2.1.2 Nombre de cas de violences sexuelles et fondées sur le genre signalés à la police, par année, ventilé au moins par sexe (GAP III) 2.1.3 % de cas de violence sexiste signalés à la police qui sont portés devant la justice, par année, ventilé au moins par sexe (GAP III) 2.1.4 Nombre de victimes qui ont reçu des soins médicaux spécialisés et qui ont été guéries grâce à cette action, désagréé par sexe, âge et statut de déplacement ; 2.1.5 Nombre de victimes qui ont reçu une assistance psycho-sociale de qualité grâce à cette action, désagréé par sexe, âge et statut de déplacement	2.1.1 à définir 2.1.2 à définir 2.1.3 à définir 2.1.4 0 2.1.5 0	1.2.1 à définir 2.1.2 augmentation 2.1.3 augmentation 2.1.4 à définir 2.1.5 à définir	2.1.1 baseline et évaluation finale 2.1.2 baseline et rapports de projets 2.1.3 baseline et rapports de projets 2.1.4 baseline et rapports de projets 2.1.5 baseline et rapports de projets	

Produit 2 lié à la réalisation 2	2.2 : le système de collecte de données sur les VBG est renforcé et déployé.	2.2.1 Succès de l'harmonisation du système de collecte de données national avec le système GBV IMS (échange et partage de données effectif entre les 2 systèmes) 2.2.2 Collecte de données effective dans les 2 localités visées par l'Action 2.2.3 Nombre d'actions menées ou documents produit grâce aux données récoltées (but scientifique) 2.2.4 Nombre d'actions publiques menées grâce aux données récoltées	2.2.1 nul 2.2.2 nulle 2.2.3 0 2.2.4 0	2.2.1 Succès 2.2.2 effective 2.2.3 5 2.2.4 3	2.2.1 rapport d'évaluation 2.2.2 rapport d'évaluation 2.2.3 rapports de projet et d'évaluation 2.2.4 rapports de projet et d'évaluation	
Produit 3 lié à la réalisation 2	2.3 : les communautés sont appuyées dans leur implication pour la prévention des VBG et l'assistance aux victimes.	2.3.1 Nombre de communautés qui ont inscrit la lutte contre les VBG dans leur plan local de gestion grâce à cette action 2.3.2 Proportion des communautés indiquant avoir une bonne coordination avec les services publics (santé, aide sociale, police) pour référer des cas de VBG 2.3.3 Nombre d'OSC/OCB féminines qui ont menés des actions sur la lutte contre les VBG ou d'assistance aux victimes (GERF 2.28) 2.3.4 Nombre de leaders communautaires et religieux impliqués dans la lutte contre les VBG et l'assistance aux victimes (désagregés par sexe, âge et statut migratoire) 2.3.5 Nombre de cas de VBG référés par les communautés aux services publics (santé, aide social, police)	2.3.1 0 2.3.2 0 2.3.3 0 2.3.4 à définir 2.3.5 à définir	2.3.1 70% des communautés ciblées (nombre absolu à définir ultérieurement) 2.3.2 70% des communautés ciblées (nombre absolu à définir ultérieurement) 2.3.3 20 2.3.4 + 20 2.3.5 à définir	Baseline, rapports de projet et d'évaluation	

4 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire.

4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de **60 mois** à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

S.O.

4.4 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE¹⁰.

4.4.1 Gestion directe (subventions)

Subventions (gestion directe):

a) Objet de la (des) subvention(s)

Une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe pour les activités à mettre en œuvre dans une des deux villes secondaires couvertes afin d'atteindre les produits contribuant à l'**objectif spécifique 2** « *Renforcer l'environnement protecteur des femmes à travers une amélioration de la prise en charge des victimes, dans une ville secondaire affectée par l'insécurité et recevant de nombreuses déplacées victimes de Violences Basées sur le Genre (VBG) liées au conflit, ainsi que dans une ville secondaire de la zone d'influence du corridor stratégique Abidjan-Ouagadougou* ».

b) Type de demandeurs visés

Des organisations non gouvernementales ou des consortiums d'organisations non gouvernementales disposant de références et d'expérience dans les thématiques des différents produits (en particulier dans la prise en charge holistique des victimes de VBG, dans le renforcement des services publics de prise en charge des victimes de VBG et dans les interventions communautaires), en particulier dans les zones d'intervention.

c) Justification d'une subvention directe

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions à des organisations non gouvernementales ou des consortiums

¹⁰ www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site internet, c'est la version du JO qui fait foi.

d'organisations non gouvernementales sélectionnés sur la base des critères suivants :

- i) Compétence reconnue dans le secteur d'intervention avec une expertise avérée et la connaissance de la logique d'intervention de l'UE en matière de genre et en particulier dans la lutte contre les VBG dans le pays et le renforcement du leadership féminin ;
- ii) Actions de coopération en cours ou récentes au Burkina Faso dans ces domaines respectifs, expérience dans le pays en particulier dans les provinces couvertes par le programme ;
- iii) Capacités de gestion et capacités organisationnelles.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié car le pays se trouve dans l'une des situations de crise telles que définies à l'article 2, paragraphe 21, du Règlement financier à la date de la décision de financement (art. 198 lettre a) du Règlement financier).

Le recours à cette procédure est dû à l'impact que les situations sécuritaire et humanitaire du pays ont sur la mise en œuvre des actions sur le terrain. Il est nécessaire de pouvoir sélectionner directement des partenaires de mise en œuvre qui répondent aux critères ci-dessus et qui ont déjà une forte présence sur le territoire.

La partie de l'action relevant de l'enveloppe budgétaire réservée aux subventions peut, partiellement ou totalement et y compris lorsqu'une entité est désignée pour recevoir une subvention sans appel à propositions, être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission en utilisant les critères définis à la section 4.4.4.

4.4.2 Gestion directe (marchés publics)

L'objectif spécifique 1 « *Promouvoir l'égalité des genres et la lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG) au niveau national* » sera mis en œuvre en gestion directe via un marché avec une entité pouvant développer une campagne de communication multimédia (tv, radio, atelier, théâtres, etc.) innovante.

4.4.3 Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution

Une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte pour les activités à mettre en œuvre dans une des deux villes secondaires couvertes afin d'atteindre les produits contribuant à **l'objectif spécifique 2** « *Renforcer l'environnement protecteur des femmes à travers une amélioration de la prise en charge des victimes, dans une ville secondaire affectée par l'insécurité et recevant de nombreuses déplacées victimes de Violences Basées sur le Genre (VBG) liées au conflit, ainsi que dans une ville secondaire de la zone d'influence du corridor stratégique Abidjan-Ouagadougou* », avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission au moyen des critères suivants : (i) compétence reconnue dans le secteur d'intervention avec une expertise avérée et la connaissance de la logique d'intervention de l'UE en matière de genre et en particulier dans la lutte contre les VBG dans le pays et le renforcement du leadership féminin; (ii) actions de coopération en cours ou récentes au Burkina Faso dans ces domaines respectifs, expérience dans le pays en particulier dans les provinces couvertes par le programme.

En cas d'échec des négociations avec l'entité susmentionnée, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe, conformément aux modalités de mise en œuvre indiquées à la section 4.4.4.

4.4.4 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

En raison de circonstances exceptionnelles indépendante de la volonté de la Commission, le mode

de gestion pourrait être revu pour l'adapter à la nouvelle situation.

1) Passage d'un mode de gestion directe à une gestion indirecte :

En cas d'échec des négociations avec les entités sélectionnées pour les activités prévues à la section 4.4.1., cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec des entités qui seront sélectionnées par les services de la Commission sur la base des critères suivants : (i) capacité opérationnelle et connaissance avérée des secteurs concernés et des défis au Burkina Faso ; (ii) expertise avérée et connaissance de la logique d'intervention de l'UE ; (iii) actions de coopération en cours ou récentes de programmes en lien avec le respect des droits des femmes, de la lutte contre les violences basées sur le genre.

2) Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe :

En cas d'échec des négociations avec les entités sélectionnées pour les activités prévues à la section 4.4.3., cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe selon les modalités suivantes :

(a) Objet des subventions

Pour les activités des produits contribuant à l'**objectif spécifique 2** « *Renforcer l'environnement protecteur des femmes à travers une amélioration de la prise en charge des victimes, dans une ville secondaire affectée par l'insécurité et recevant de nombreuses déplacées victimes de Violences Basées sur le Genre (VBG) liées au conflit, ainsi que dans une ville secondaire de la zone d'influence du corridor stratégique Abidjan-Ouagadougou* », une subvention sera attribuée en gestion directe à des organisations non gouvernementales, en consortium ou non, expérimentées dans les thématiques et dans les zones concernées.

(b) Type de demandeurs visés

Des organisations non gouvernementales ou des consortiums d'organisations non gouvernementales disposant de références et d'expérience dans les thématiques des différents produits (en particulier dans la prise en charge holistique des victimes de VBG, dans le renforcement des services publics de prise en charge des victimes de VBG et dans les interventions communautaires), en particulier dans les zones d'intervention.

(c) Justification d'une subvention directe

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, la subvention peut être octroyée sans appel à propositions à des organisations non gouvernementales ou des consortiums d'organisations non gouvernementales sélectionnés sur la base des critères suivants :

- i) Compétence reconnue dans le secteur d'intervention avec une expertise avérée et la connaissance de la logique d'intervention de l'UE en matière de genre et en particulier dans la lutte contre les VBG dans le pays et le renforcement du leadership féminin ;
- ii) Actions de coopération en cours ou récentes au Burkina Faso dans ces domaines respectifs, expérience dans le pays en particulier dans les provinces couvertes par le programme ;
- iii) Capacités de gestion et capacités organisationnelles.

Sous la responsabilité de l'ordonnateur compétent de la Commission, le recours à l'octroi d'une subvention sans appel à propositions est justifié car le pays se trouve dans l'une des situations de crise telles que définies à l'article 2, paragraphe 21, du Règlement financier à la date de la décision de financement (art. 198 lettre a) du Règlement financier).

Le recours à cette procédure est dû à l'impact que les situations sécuritaire et humanitaire du pays ont sur la mise en œuvre des actions sur le terrain. Il est nécessaire de pouvoir sélectionner directement des partenaires de mise en œuvre qui répondent aux critères ci-dessus et qui ont déjà une forte présence sur le territoire.

4.5. Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDCI – Europe dans le monde).

4.6. Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'Union (montant en EUR)
Modalités de mise en œuvre – voir section 4.4	
Objectif spécifique 1 : « Promouvoir l'égalité des genres et la lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG) au niveau national »	900 000
Marchés publics (gestion directe) – voir section 4.4.2	900 000
Objectif spécifique 2 : « Renforcer l'environnement protecteur des femmes à travers une amélioration de la prise en charge des victimes, dans une ville secondaire affectée par l'insécurité et recevant de nombreuses déplacées victimes de Violences Basées sur le Genre (VBG) liées au conflit, ainsi que dans une ville secondaire de la zone d'influence Abidjan-Ouagadougou »	4 000 000
Subventions (gestion directe) – voir section 4.4.1	2 000 000
Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution – voir section 4.4.3	2 000 000
<i>Subventions – enveloppe totale de la section 4.4.1</i>	<i>2 000 000</i>
<i>Marchés publics – enveloppe totale de la section 4.4.2</i>	<i>900 000</i>
Évaluation – voir section 5.2 Audit – voir section 5.3	100 000
Totaux	5 000 000

4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Dans le cadre de sa prérogative d'exécution du budget et afin de préserver les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour régir la mise en œuvre de l'action et peut signer ou s'engager dans des déclarations conjointes, dans le but de renforcer la visibilité de l'Union et de sa contribution à la présente action

et d'assurer une coordination efficace.

Un comité de pilotage, d'orientation et de suivi sera organisé de façon semestrielle pour l'ensemble des activités de cette action à financer sur la même décision couvrant la présente action. Ce comité assurera le suivi global de l'intervention et proposera les orientations d'ordre stratégique du programme pour les diverses composantes. Il sera présidé par le Ministère en charge de l'Économie et des Finances et y participeront des représentants des différents ministères techniques concernés par les interventions (Genre & Action sociale, Santé, Communication, Justice, etc.) ainsi que des représentants des opérateurs de mise en œuvre.

4.8 Conditions préalables

S.O.

5 MESURE DES PERFORMANCES

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport fournit un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et réalisations directes) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données :

Les données de base désagrégées dans la mesure du possible (ventilées par sexe, handicap et migration) seront collectées par les partenaires de mise en œuvre au début de l'action.

Le cadre logique sera complété annuellement et fera l'objet d'analyse avec les parties prenantes lors du comité de pilotage, prévu de se tenir 2 fois par an.

5.2 Évaluation

Compte tenu de la nature de l'action, des évaluations à mi-parcours et finales pourront être effectuées pour la présente action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants dans le cadre d'un contrat avec la Commission.

L'évaluation à mi-parcours sera réalisée à des fins de résolution des problèmes et d'apprentissage, en particulier en ce qui concerne l'adéquation de l'action aux potentiels nouveaux besoins.

L'évaluation finale sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris la révision des politiques), en tenant compte en particulier du fait que le sujet est sensible. La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins un mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collabore de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux

locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation peuvent être communiqués aux partenaires et aux autres principales parties prenantes, en application des bonnes pratiques en matière de communication des évaluations. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analysent les conclusions et les recommandations des évaluations et, le cas échéant, apportent les adaptations nécessaires.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation peuvent être conclus.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027, une nouvelle approche pour la mise en commun, la programmation et le déploiement des ressources en matière de communication stratégique et de diplomatie publique sera adoptée.

Conformément au document «[Communiquer et accroître la visibilité de l'UE –Orientations relatives aux actions extérieures](#)», publié en 2022, la communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'Union, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'Union et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées. Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'Union.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces ressources seront prévues dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

Annexe 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une intervention primaire(projet/programme) est un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. La détermination du niveau de l'intervention primaire permettra :

- d'articuler les actions ou les contrats en fonction d'une chaîne des résultats attendus et de leur permettre ainsi d'assurer un suivi et un compte-rendu efficaces des performances ;
- de différencier ces actions ou contrats de ceux qui ne produisent pas de résultats en matière de développement directement mesurables, définis comme des entités de soutien (c'est-à-dire des audits, des évaluations) ;
- de disposer d'une cartographie complète et exhaustive de toutes les actions et de tous les contrats porteurs de résultats.

Les interventions primaires sont indiquées lors de la conception de chaque action par le service responsable (délégation ou unité opérationnelle du siège).

Le niveau de l'intervention primaire choisi peut être modifié (directement dans OPSYS) et la modification ne constitue pas une modification du document d'action.

Le niveau d'intervention pour la présente action est indiqué comme (cochez l'une des quatre options suivantes) :

Niveau Action (appui budgétaire, financement mixte)		
<input type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente : tous les contrats pour cette action
Niveau Groupe d'actions (cas complémentaires, différentes phases d'un même programme)		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'actions	Références des actions (CRIS#/OPSYS#) :
Niveau Contrat		
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	Marché de service pour la mise en œuvre de l'OS 1
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	Subvention pour la mise en œuvre de l'OS 2 dans une ville secondaire
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	Convention en gestion indirecte pour la mise en œuvre de l'OS 2 dans l'autre ville secondaire
Niveau Groupe de contrats (série de devis-programmes, cas où une action comprend par exemple quatre contrats et où deux d'entre eux, un contrat d'assistance technique et une convention de contribution, visent les mêmes objectifs et se complètent)		
<input type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1	